Étude sur la vitalité, les potentiels et les services de proximité de neuf municipalités de la MRC de L'Érable

Résumé

Martine Fordin
Centre de recherche sociale appliquée (CRSA)

3 avril 2015

RÉDACTION

Martine Fordin, agente de recherche Centre de recherche sociale appliquée (CRSA)

RÉVISION ET MISE EN PAGE

Annie St-Ours, adjointe administrative, Corporation de développement communautaire de L'Érable (CDCÉ)

COMITÉ DE SUIVI DE LA RECHERCHE

Josée Binette, coordonnatrice Maison des jeunes de Saint-Ferdinand
Nathalie Dang-Vu, organisatrice communautaire CSSS Arthabaska-Érable.
Martine Fréchette, coordonnatrice de la santé publique et développement des communautés responsable du Plan d'action local en santé publique (PALSP)
Yves Lapierre, coordonnateur Corporation de développement communautaire de L'Érable
Rick Lavergne, directeur MRC-CLD de L'Érable
Sandra Vigneault, agente de développement rural CLD de L'Érable.

DIFFUSION
Corporation de développement communautaire de L'Érable (CDCÉ), avril 2015.

DROITS DE REPRODUCTION

© Tous droits réservés, Corporation de développement communautaire de L'Érable (CDCÉ). La reproduction et l'utilisation, en tout ou en partie de ce document, doivent en indiquer la source de la façon suivante :
Fordin Martine. Résumé. Étude sur la vitalité, les potentiels et les services de proximité de neuf municipalités de la MRC de L'Érable. 19 p. 2015.

Pour réaliser cette étude, la Corporation de développement communautaire de L'Érable (CDCÉ) a obtenu le soutien financier du SACAIS (programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires, volet Action communautaire et action bénévole). Protocole d'entente 2013-2014 SACAIS-CDC Érable signé le 10-12-13.

ISBN :
Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2015 : 978-2-924046-36-4

INTRODUCTION

La Corporation de développement communautaire de L'Érable (CDCÉ) a obtenu le soutien financier du SACAIS (programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires, volet Action communautaire et action bénévole) pour réaliser une étude visant à identifier les besoins en services de proximité dans les onze municipalités de la MRC de L'Érable, besoins auxquels les organismes communautaires de la MRC pourraient éventuellement répondre.

La Municipalité régionale de comté de L'Érable (MRC), le Centre local de développement de L'Érable (CLD), le Centre de santé et services sociaux d'Arthabaska-et-de-L'Érable (CSSSAE) ont contribué directement à la recherche en mettant à disposition des ressources humaines et matérielles. Le Centre de recherche sociale appliquée (CRSA) a été mandaté pour réaliser l'étude qui a été menée de septembre 2014 à février 2015. Des activités de diffusion et d'appropriation des résultats sont prévues pour le printemps 2015

Ce document présente certains des faits saillants issus de l'«*Étude sur la vitalité, les potentiels et les services de proximité dans neuf municipalités de la MRC de L'Érable* » dont le rapport complet est disponible sur demande à la Corporation de développement communautaire de L'Érable

INFORMATIONS SUR L'ÉTUDE

L'étude a été menée selon une approche par groupe de discussion basé sur une adaptation de la fiche d'appréciation du potentiel des communautés développée par Réal Boisvert de l'agence santé Maurice-Centre-du-Québec.

L'étude a débuté en octobre 2014 avec des rencontres préliminaires dans les 11 municipalités de la MRC. Neuf (9) municipalités ont soutenu l'organisation d'un groupe de discussion d'une durée de 3 heures entre la fin octobre 2014 et la fin janvier 2015.

La tournée de groupes de discussion a été organisée et animée par une équipe formée de 4 personnes (coordonnateur CDCÉ, agente rurale MRC/CLD, organisatrice communautaire CSSS et agente de recherche du CRSA).

Au total, 151 personnes dont 82 femmes et 69 hommes ont participé aux 9 groupes de discussion, soit une moyenne de 16-17 personnes.

Les éluEs municipaux et les directions générales se sont impliqués dans l'organisation ce qui a fortement contribué à l'atteinte des objectifs de participation et au bon déroulement des groupes de discussion. Au total, 7 maires et mairesse et 29 conseillers et conseillères ont participé aux rencontres.

La participation des jeunes a été soutenue par les Maisons des jeunes lorsque présentes sur le territoire (Saint-Ferdinand et Princeville) et par les coordonnateurs Partenaires 12-18. Au total, 20 jeunes ont participé aux groupes de discussion, leur présence et leur participation active ont été appréciées et soulignées par les autres participantEs aux groupes de discussion.

Les principaux organismes et comités de développement étaient représentés.

Plusieurs acteurs économiques ont participé aux groupes de discussion : une dizaine d'agriculteurs, trois responsables d'entreprises de production industrielle, plusieurs commerces dont des restaurants et des structures d'hébergement.

RÉSUMÉ DES ENSEIGNEMENTS DE LA TOURNÉE DE GROUPES DE DISCUSSION

Dans chaque communauté, les personnes présentes ont exprimé leur attachement à la municipalité dans laquelle elles aiment vivre. Elles souhaitent pouvoir continuer longtemps à profiter de la beauté des paysages, de la tranquillité de la vie quotidienne, de la qualité et de la solidité des relations humaines.

Partout les personnes aspirent à se rencontrer davantage. Que l'on soit citoyenE ou représentantE de la population, tous expriment le plaisir et la satisfaction qu'ils ont eu à échanger, à écouter les perceptions des autres.

Les communautés visitées détiennent de forts potentiels. On y rencontre des personnes impliquées, motivées, porteuses d'idées et susceptibles de s'engager davantage pour le développement de la communauté. Ces personnes sont conscientes des enjeux de la ruralité et concernées par les efforts à déployer pour rehausser la qualité de vie et mettre en valeur les potentiels de développement de leur communauté. Le potentiel humain est immense, il reste à découvrir. Chaque municipalité abrite des experts et expertes dans de multiples secteurs d'activité et champs d'intervention ainsi que de possibles nouveaux leaders émergeants qu'il serait bon de mieux connaître.

Les besoins qui traversent les échanges sont en lien avec des services de proximité considérés comme essentiels pour le maintien d'une certaine qualité de vie des résidentEs. Ils concernent aussi la capacité de rétention de la population actuelle, incluant les jeunes et les aînéEs et l'attractivité des milieux pour l'implantation de nouvelles populations. Les réponses aux besoins relèvent de différents niveaux. Certaines requièrent des investissements importants à moyen terme; d'autres sont en voie de concrétisation ou en réflexion au niveau municipal ; plusieurs sont réalisables en s'appuyant sur le potentiel humain, la concertation et le partage d'expériences.

Les forces des communautés, les politiques et projets municipaux, les services communautaires, les services d'accompagnement et de soutien aux projets et à la création d'entreprises sont méconnus.

Les citoyenEs aspirent à une meilleure connaissance de leur milieu, ils sont motivés à s'engager pour le développement de la communauté.

Les discussions à partir des appréciations basées sur la fiche d'appréciation du potentiel des communautés ont créé un certain effet de mobilisation. Plusieurs entrevoient une pertinence à renouveler ce type d'exercice afin d'aller plus loin dans l'identification et la priorisation d'actions en lien avec les forces, les besoins et les aspirations de la communauté.

Le besoin de sens, de cohérence et de vision globale est aussi très présent. Les communautés sont submergées de demandes émanant de démarches de développement ciblées ou sectorielles, issues des politiques gouvernementales, des plans d'action d'organismes régionaux ou des stratégies adoptées par le conseil des maires de la MRC. Dans des municipalités où la population est peu nombreuse, où les éluEs municipaux sont quasi bénévoles, la multiplication des sollicitations vient puiser dans les réserves d'énergie déjà presque insuffisantes et impose un calendrier qui n'est pas celui de la communauté. Les citoyenEs éprouvent une impression de grande complexité, de manque de cohérence. Des consultations passées, restées sans suivi et n'ayant pas abouti à des actions concrètes, alimentent le doute et le sentiment d'inutilité.

Suite à un tel exercice, il est primordial de poursuivre le dialogue entre les citoyenEs, les responsables municipaux et les instances supra locales.

Les constats qui se dégagent de cette étude entraînent à recommander de mettre en place un accompagnement adapté aux besoins de chaque communauté afin de les soutenir dans leurs efforts de développement, à les accompagner dans la construction d'une vision globale partagée et dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'actions en adéquation avec leurs besoins, leurs ressources et leurs aspirations.

LES BESOINS

Dans les discussions autour des points à améliorer et dans le partage d'idées, toutes sortes de besoins ont émergé. Les besoins qui traversent les échanges ou qui sous-tendent leurs souhaits ou idées sont liés à la qualité de vie à laquelle ils aspirent, peuvent concerner le développement de la communauté selon des visions diverses ou la situation d'organismes actifs dans le milieu. Dans les souhaits, idées, rêves, on relève des besoins qui concernent les services associés au bien-être de la population, d'autres associés au potentiel d'attraction et de rétention d'une population économiquement active et des entreprises.

Besoins	
Qualité de vie	*logement* *lieu rassembleur* *services de proximité*
Développement des communautés	*connaissance et utilisation des services* *expertise et savoirs*
Implication citoyenne	*information-communication* *sens, cohérence, vision*
Besoins des organismes	*relève* *concertation* *coordination*

Les besoins de base en termes de maintien et de rehaussement de la qualité de vie dans la communauté :

- Besoins de logements adéquats pour les jeunes, les familles et les aînéEs.
- Besoin d'un lieu rassembleur ouvert favorisant les rencontres et le tissage de liens.
- Besoins d'activités sportives, culturelles, de loisirs et de divertissements.
- Besoins d'accéder à une nourriture variée et de qualité.

Un criant besoin de logements

L'offre de logement concerne à la fois certaines catégories de la population et les perspectives de vitalité de la communauté.

Le manque de logements a été abordé dans toutes les municipalités rurales que ce soit en termes d'offre de logements sociaux, de logements pour les aînéEs autonomes ou en perte d'autonomie, de logements pour les jeunes et pour l'accueil de familles. À plusieurs reprises, des personnes ont questionné la faisabilité d'attirer de nouveaux résidents alors qu'il n'y a pas de logements disponibles sur le territoire en dehors de maisons à vendre qui ne conviennent pas nécessairement à des jeunes ou à des familles.

Lors des échanges des participantEs ont partagé leur expérience (déménagement dû à l'absence de logements, difficultés à investir dans l'aménagement d'appartement dont les loyers ne couvriront pas les investissements). Lors des discussions sur les besoins en logements adéquats, les responsables municipaux ont rappelé les différentes mesures prises pour aider les familles à s'installer et ont pu expliquer les démarches en cours dans le cadre du Plan de zonage agricole (PDZA) afin de rendre disponibles des terrains agricoles en permettant un nouvel usage de « résidence liée à un projet agricole ou forestier à temps partiel ».

LES BESOINS DE LA COMMUNAUTÉ

Maintenir et rehausser la qualité de vie par les services de proximité

La notion de services est très large, la notion de proximité des services est perçue de façon différente selon les personnes. Pour les unEs, le besoin se pose en termes de services « de proximité », pour d'autres de services «à proximité ». Selon la situation de la communauté (existence ou non de plusieurs services, présence d'un commerce telle une épicerie, perte récente d'un médecin) et selon la situation de chacune des personnes (résider au village ou dans un rang pour l'accès au Journal L'Avenir de L'Érable et pour la disponibilité d'internet haute vitesse), la question des services de proximité se pose différemment.

L'accès à internet haute vitesse et l'accès internet dans les rangs a été soulevé à Villeroy, Sainte-Sophie-d'Halifax et Laurierville. La diffusion restreinte du Journal l'Avenir de L'Érable a été évoquée par des participantEs de Saint-Ferdinand, de Sainte-Sophie-d'Halifax. On constate donc des inégalités dans l'accessibilité à certains services d'information et de communication.

Par ailleurs, certains services en milieu rural dépendent aussi de priorités et de changements organisationnels extérieurs et très éloignés des intérêts des populations (fusion et déménagement d'institutions financières, diminution dans les services postaux, rationalisation dans la gestion d'entreprises commerciales comme les grandes quincailleries, organisation des services de santé, etc.).

Les enjeux du maintien de services tels que le service postal à domicile et l'accès aux services de santé ont relativement été peu soulevés. L'éloignement des services de santé et le besoin d'un accès à un médecin localement ont été abordés dans quelques groupes (Saint-Ferdinand, Inverness, Villeroy). Le démantèlement de services publics de base contre lequel on ne voit pas bien comment agir au niveau local semble créer une sorte d'acceptation qui peut expliquer le fait que ces besoins aient été mentionnés mais peu discutés.

Les besoins de soutien en développement des communautés

- Besoin de connaissance des services et ressources existants dans la MRC et des initiatives dans les autres municipalités.
- Besoin d'accès aux savoirs techniques.

La méconnaissance, la faible utilisation des services

Les causes de la faible utilisation des services peuvent être le manque de connaissance, la difficulté de compréhension, l'éloignement géographique, la mobilité, la distance culturelle. Une plus grande connaissance des expériences menées dans les autres municipalités que ce soit à l'intérieur de la MRC ou à l'extérieur peut contribuer à établir des passerelles, à démystifier la complexité des dossiers et à réduire les distances culturelles entre les citoyenEs et les experts.

Chaque communauté dispose de forces vives et de potentiels variés. Cependant, tout comme il existe des « inégalités de santé et de bien-être » dans les communautés[1], il existe des «inégalités de vitalité» : les municipalités ne sont pas toutes au même stade, dans la même phase de leur « dévitalisation-revitalisation ». Si toutes sont confrontées aux défis du vieillissement, à l'essoufflement des forces vives, elles sont inégalement équipées pour réussir à impliquer des jeunes et à maintenir les énergies indispensables pour l'engagement de citoyenEs dans des projets de développement, des initiatives innovantes.

L'accès aux expertises et savoirs

L'émergence d'idées de réponses à des besoins entraîne automatiquement des questions sur le suivi-accompagnement et sa prise en charge.

Pour les uns le suivi-accompagnement est de la responsabilité de l'équipe municipale, pour d'autres, d'un comité. Certains pensent qu'il devrait être confié à un agent local de développement, d'autres qu'il relève du mandat d'organismes supra-locaux et pour quelques-uns, il appartient aux citoyenEs. Or, les équipes municipales ont beaucoup de pain sur la planche et fort peu de moyens, les organismes et les citoyenEs connaissent peu les services et les ressources et les utilisent peu. De plus, ils ne maîtrisent pas forcément les savoirs techniques dans différents domaines nécessaires pour monter et développer des projets.

[1] Voir les travaux de Réal Boisvert.

Les communautés ne disposent pas des mêmes ressources, elles n'ont pas les mêmes besoins en terme de soutien. Certaines, (Princeville, Laurierville, Lyster, Notre-Dame-de-Lourdes), sont sur une lancée et sont dans l'action. D'autres viennent de franchir une étape (Sainte-Sophie-d'Halifax) et/ou entame une nouvelle étape (Saint-Pierre-Baptiste, Villeroy), d'autres encore sont en réflexion (Inverness, Saint-Ferdinand). Lors des groupes de discussion, plusieurs échanges ont porté sur la nécessité de se doter d'une ressource humaine dédiée à l'accompagnement de projets, à la recherche de subvention et au soutien des organismes. Certaines municipalités ont embauché des personnes, d'autres partagent une ressource. Le besoin d'animation territoriale peut aussi être comblé par un accompagnement ponctuel, l'intervention d'une personne extérieure qui peut répondre aux besoins des communautés sur leur lancée ou à une étape charnière, alors qu'un accompagnement plus soutenu peut contribuer à stimuler la synergie et la mobilisation et à les maintenir dans le temps.

Les besoins pour nourrir l'implication citoyenne

L'information et la connaissance, la communication, la vision globale

- Besoins d'informations et de connaissances sur la communauté
- Besoins de communication
- Besoin de cohérence, de sens, de vision d'avenir

Les citoyenEs ont exprimé des besoins en matière d'informations et de connaissances sur la communauté dans toutes les dimensions : vision et orientations municipales, entreprises et activités économiques, organismes et personnes ressources et des besoins de communication entre les citoyenEs, entre les organismes, entre la population et l'équipe municipale.

Besoin de cohérence, de sens, de vision d'avenir partagée

Les équipes municipales, pour diverses raisons (nouveaux conseils, manque de temps, de moyens, etc.) n'ont pas exposé aux citoyenEs leur vision d'ensemble du développement de la communauté. Les élus ont une vision que la population ne connaît pas et l'équipe municipale ne connaît pas la vision des citoyenEs.

Les besoins des organismes, comités, clubs sociaux et sportifs

- Besoins de relève
- Besoins de concertation entre organismes
- Besoins de coordination

Le nombre d'organismes, de groupes, de clubs sociaux, de comités qui sont actifs dans les communautés est impressionnant. Certains, tels les Cercles des fermières sont anciens (100e anniversaire cette année de plusieurs cercles de la MRC), d'autres sont nés récemment, attachés à la mise en œuvre d'une nouvelle politique municipale (comité familles-ainéEs) ou à la réalisation d'un projet d'envergure (Casa Sofia pour la reconversion et la rénovation de l'église de Sainte-Sophie-d'Halifax). Dans bien des cas, ce sont les mêmes personnes qui sont impliquées dans plusieurs comités, il est courant de voir une même personne membre d'un comité de festival, impliquée à la Fabrique, participant au journal local, active dans un club sportif et impliquée au niveau municipal.

Ces personnes communément surnommés les «TLM» (toujours les mêmes) manifestent un certain épuisement, on parle partout de l'essoufflement des bénévoles, sont en quête de relève et se questionnent sur les manières de mettre en commun leurs énergies et leurs ressources.

PISTES DE RÉFLEXION ET IDÉES D'ACTION

Le potentiel d'action des communautés

En mettant bout à bout les réalisations récentes, les actions et les projets en cours dans chacune des communautés, on touche à tous les défis de la dévitalisation des milieux ruraux. Certaines ont déjà travaillé sur des problématiques auxquelles toutes sont ou vont être confrontées et plusieurs ont opté pour des actions qui peuvent être source d'inspiration et d'enseignements pour les autres.

Des communautés ont travaillé à la transformation d'un bâtiment religieux (Sainte-Sophie-d'Halifax et Villeroy) alors que d'autres sont en phase de consultation et de discussion pour l'avenir de leur église (Saint-Pierre-Baptiste) et cette question va bientôt se poser pour d'autres.

Le partage de locaux entre plusieurs institutions est une nouveauté pour certaines (Saint-Pierre-Baptiste, Inverness) alors que d'autres l'ont déjà expérimenté (Notre-Dame-de-Lourdes, Villeroy).

Les villes de Plessisville et Princeville ont entrepris des démarches de revitalisation de quartiers ou de rues qui pourraient être sources de connaissances et d'inspiration pour d'autres confrontées à des questions de revitalisation du centre-ville.

Le retour d'un service de proximité avec l'ouverture à Laurierville de la station d'essence par le biais de la création d'une coopérative de solidarité est une initiative qui démontre que l'on peut renverser la tendance dominante qui est plus à la disparition des services de proximité qu'à la création de nouveaux services. Cette expérience peut intéresser des milieux qui appréhendent la disparition d'un commerce essentiel.

Pour répondre à un manque de services, certaines municipalités ont mis en place des ententes intermunicipales comme l'accès à la bibliothèque de Notre-Dame-de-Lourdes pour les habitants de Villeroy qui n'ont pas de bibliothèque.

Internet haute vitesse n'est pas disponible partout notamment dans les rangs. Les besoins sont inégaux mais dans certaines municipalités l'accessibilité est encore faible (voir annexe 7). Mieux connaître la réponse de la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes à ce besoin qui s'est traduit par la décision de rendre disponible la fibre optique sur l'ensemble de son territoire pourrait aider les autres municipalités.

Avec la création du comité Jeunes en chantier, la ville de Princeville donne une place aux jeunes de manière officielle et structurée. Tous les milieux aspirent à plus d'implication des jeunes et à leur donner une plus grande place.

Notre-Dame-de-Lourdes et Villeroy vont partager une ressource chargée notamment de recherche de subventions.

La mise en place de ces actions a nécessité de faire appel à des compétences locales et extérieures, elles ont souvent été accompagnées par les instances supra locales (CLD/MRC) et parfois par des

groupes communautaires. Ces initiatives et actions sont connues par l'annonce qui en est faite dans les médias, elles sont mises en valeur et contribuent à la promotion de la municipalité. Toutefois cette information reste insuffisante pour comprendre comment elles ont été rendues possibles, comment se sont construits les ponts, comment se sont bâtis les montages financiers et pour identifier les ingrédients, les conditions facilitantes, les déterminants de ces réussites.

- Communiquer sur les leçons de l'expérience, les faire connaître, favoriser le partage d'expériences entre les municipalités (responsables municipaux, promoteurs, citoyenEs engagés) est une manière de capitaliser l'intelligence collective, de développer les compétences et de repérer des expertEs citoyenEs dans chaque communauté qui pourraient être personnes ressources pour d'autres.

Les piliers de l'implication citoyenne : l'information, la connaissance du milieu, la rencontre et le dialogue citoyen.

L'accès à l'information

Les citoyenEs accèdent à l'information via les bulletins municipaux qui peuvent être conçus par les directions générales des municipalités, soutenues ou non par un comité et parfois par un journal communautaire autonome (Laurierville, Inverness). Ces journaux locaux sont la courroie de transmission entre les différents acteurs vers l'ensemble de la population et sont utilisés à différents degrés pour transmettre des informations municipales.

- L'expérience des uns pourrait servir à d'autres. L'organisation d'échanges de pratique entre animateurs et concepteurs de ces journaux locaux pourrait aider à réfléchir à l'optimisation de leur utilisation et à la bonification de leurs contenus.

Les municipalités et la MRC/CLD se sont dotées de site internet riches d'informations, plusieurs municipalités ont créé récemment des pages Facebook qui sont encore peu connues. L'accès à internet pour tous est désormais un service essentiel, la couverture territoriale est en voie d'amélioration mais on ne connaît pas les habitudes de consultation des citoyenEs, pas plus que leurs habiletés. Des initiatives d'ateliers de formation émergent (exemples d'atelier Facebook à Sainte-Sophie-d'Halifax), des jeunes participantEs aux groupes de discussion ont émis des idées pour l'utilisation de Facebook.

- Les jeunes pourraient être sollicités pour une plus grande utilisation des médias sociaux et pour l'animation d'ateliers de formation offerts à l'ensemble de la population.

La connaissance du milieu, des services et des ressources

La présentation des portraits a intéressé les citoyenEs qui sont nombreux à avoir apprécié d'avoir une vue d'ensemble, à déclarer avoir appris des choses sur leur municipalité, tout particulièrement sur le secteur agricole et les entreprises. Dans les communautés cohabitent des acteurs qui oeuvrent dans des secteurs qui s'ignorent les uns les autres. Ainsi, peu de gens ont une idée des réalités des entreprises agricoles et acéricoles, le secteur des Arts et de la culture reste impénétrable pour plusieurs, les difficultés, les projets de développement, les investissements et les innovations des entreprises ne sont connues que d'un petit nombre de personnes, de même pour l'arrivée de nouvelles entreprises, la création de nouvelles activités (maraîchage, culture de petits fruits,

transformation agroalimentaire, etc.) Si tous adhèrent à l'objectif d'augmenter la population pour contrecarrer la dévitalisation, fort peu sont au courant de l'arrivée de nouveaux résidents ou de la disponibilité de logements, maisons et terrains.

- Sans aller jusqu'à l'élaboration de portraits statistiques municipaux pour lesquels les données ne sont pas toujours disponibles ou pertinentes, il pourrait être utile de tenir à jour un portrait de la municipalité présentant des informations sur l'ensemble des secteurs et des activités. Cela passe par une circulation d'information entre la population, les bureaux municipaux, les instances supra locales.

- Des propositions dans ce sens ont été faites dans certains groupes de discussion (circulation d'informations entre les bureaux municipaux et la MRC/CLD). Elles sont à suivre tant au niveau municipal qu'au niveau de la MRC.

L'information sur les services et ressources ne parvient pas jusqu'aux citoyenEs. Les outils d'information des organismes supra locaux (le répertoire des entreprises du CLD, le Bottin des ressources communautaire de la CDCÉ) sont peu connus. Afin de s'assurer que l'information sur les services, les ressources et les programmes parviennent jusqu'aux personnes, des liens sont à tisser entre les acteurs locaux et supra locaux.

- Un rapprochement pourrait passer par des mécanismes de communication entre les directions générales des municipalités et les organismes supra locaux (envois d'informations par les municipalités vers le CLD/MRC par exemple), par des rencontres plus fréquentes dans les municipalités (visites terrain par la CDCÉ par exemple) et une plus large diffusion des bottins et répertoires existants.

L'organisation des services, le rôle de chaque organisation (CDCÉ, MRC/CLD, CSSS) et les mandats des agentEs de développement et organisatrice communautaire sont un mystère pour la plupart des personnes rencontrées.

- Un outil présentant l'ensemble des organisations pourrait aider à la compréhension et susciter plus de demandes de soutien et d'accompagnement.

Les questions de règlementation sont complexes et ardues et constituent un obstacle important à la mise en œuvre de projets (règlementation du MAPAQ sur la vente directe des producteurs, sur les marchés publics, les kiosques à légumes ; lois et règlements sur les lacs et les rivières ; zonage agricole etc.). Dans chaque municipalité, il existe une experte, un expert de ces questions : la directrice ou le directeur de la municipalité. Les directions générales jonglent avec les règlementations, leur évolution, les modifications, elles ont l'expérience des programmes de financement, de l'élaboration de projets complexes. En plus, elles connaissent les habitantEs, rencontrent les nouveaux arrivantEs et reçoivent des visites de personnes intéressées à s'établir dans la municipalité.

- Les savoirs, les compétences et l'expérience de ces personnes pivot dans les municipalités pourraient être davantage utilisés et partagés. Il faudrait pouvoir mieux les exploiter et favoriser le partage de connaissances entre les directions générales des différentes municipalités avec les porteurs d'idées et de projets.

- Par ailleurs, la MRC/CLD a une connaissance fine du territoire et a produit des documents, élaboré des présentations qui pourraient circuler plus largement.

Le lien social

Les citoyenEs ont soif de rencontres, or les municipalités sont inégalement équipées en lieux ou espaces favorisant la rencontre, les échanges informels, les connexions (édifices communautaires, restaurants, auberges). Certaines municipalités ont récemment investi dans la réhabilitation de bâtiments et cherchent à optimiser l'utilisation de ces équipements à la fois pour rehausser la qualité de vie des résidents et pour attirer des visiteurs (Ste-Sophie-d'Halifax, Villeroy, Notre-Dame-de-Lourdes), d'autres ont des projets d'aménagement de bâtiments (Saint-Ferdinand). Comme on l'a vu dans les groupes de discussion, la rencontre a un effet énergisant. L'existence et l'animation d'un lieu convivial sont propices aux échanges informels desquels peuvent naître des idées porteuses de changements, des connexions entre promoteurs de projet.

- Animer, créer, recréer des espaces de rencontres est une condition essentielle pour maintenir le sentiment d'appartenance et l'attachement à la communauté, cultiver les liens entre citoyenEs, nourrir les énergies et l'espoir. Chaque communauté devrait pouvoir offrir à sa population un espace animé rassembleur, créateur de synergies ouvert à tous les acteurs, propice à l'échange et à la discussion que ce soit un café dans une salle de spectacle, un bar dans un édifice communautaire, un restaurant, une auberge, etc.

Le soutien aux forces vives de la communauté

Les organismes locaux sont confrontés aux mêmes problèmes d'essoufflement, de participation, de pérennité et tous aspirent à intégrer davantage les jeunes. Les organismes souhaitent davantage de concertation et la mise en commun des énergies mais par manque de ressources ou absence de leadership ont des difficultés à passer à l'action. Certaines municipalités ont investi dans une ressource dont ce sera un des mandats et même ont décidé de partager une ressource. Une meilleure connaissance des organismes d'accompagnement (dont celle du rôle de l'organisatrice communautaire du CSSS) pourrait les inciter à solliciter un accompagnement extérieur.

- L'animation territoriale, le soutien aux organismes et aux promoteurs et promotrices de projets requièrent des compétences et des connaissances, les communautés pourraient évaluer les possibilités de se doter ou de partager une ressource dédiée au développement de la communauté.

- Un outil simple présentant des exemples concrets pourrait faciliter la compréhension des différentes instances, de leur mandat, de leur rôle.

Des organismes ont des idées d'activités qui ont déjà été développées ailleurs (transmission des savoir-faire traditionnels par les membres du Cercle des fermières aux élèves de l'école par exemple). Certains ont une solide expérience en organisation d'évènement (longévité d'un festival, cessation d'un festival), d'autres ont tissé des liens avec des organismes d'une municipalité voisine. Toutes ces expériences constituent une banque d'expertises à partager avec ceux et celles qui ont un projet similaire (transmission de l'histoire, création d'un festival ou d'un évènement d'envergure régionale, création d'une bibliothèque, organisation de spectacles etc.).

- Un repérage plus complet de ces initiatives aiderait au maillage, à la mise en réseau des acteurs et actrices impliqués dans le même domaine (journaux locaux, bibliothèques, transmission de l'histoire, des savoir-faire traditionnels, mobilisation et implication des jeunes) et ainsi à profiter du savoir et de l'expérience des autres.

- La communication sur les enseignements de certaines initiatives inspirantes (au-delà de la promotion de bons coups, dans un esprit de partage d'expériences incluant les difficultés rencontrées) pourrait inciter des responsables d'organismes ou des citoyenEs à prendre contact avec des organismes et des citoyenEs dans d'autres municipalités.

- Bien que plusieurs soulignent qu'il est difficile d'atteindre des niveaux de participation satisfaisants aux activités proposées, et que l'engagement dans des comités se fait de plus en plus rare, plusieurs propositions de rencontres réussissent à mobiliser un nombre important de personnes (consultation pour les politiques famille-aînéEs, soirées thématiques sur le développement touristique par exemple). Les propositions de rencontres ponctuelles thématiques sont à privilégier.

Dans chaque municipalité, on trouve un organisme qui mobilise les jeunes (Partenaires 12-18, Maisons des jeunes, Comité Jeunes en chantier). Les jeunes présents aux groupes de discussion ont émis des idées qui ont eu un impact immédiat. Des engagements ont été pris sur place (projet d'activité lecture à Villeroy avec une personne retraitée, bonification de l'offre de livres et de la promotion des livres à Lyster).

- Les liens entre les organismes jeunesse et les autres organismes sont peu nombreux, ils sont à créer, à développer. La mise en place d'un comité de jeunes lié à la municipalité ou de mécanismes favorisant l'expression des jeunes sur leur vision de leur avenir dans la communauté pourrait stimuler l'implication des jeunes dans les organismes, les projets et les activités locales.

La vision globale, la planification et le suivi

Le besoin de vision d'ensemble ne concerne pas seulement la connaissance des milieux, il s'exprime aussi en termes de vision du développement, de vision d'avenir. Fort peu de municipalités (Lyster) ont tenu des exercices de consultation visant à faire émerger une vision d'avenir, à bâtir un plan d'action et une planification. Les citoyenEs peuvent avoir été consultés à différentes reprises dans une approche sectorielle ciblée (politique famille-aînés, Environnements favorables etc.) sans que des liens aient été établis entre les différents champs d'intervention. L'impression de dispersion, le sentiment d'inutilité sont présents et sont accentués par le manque de suivi et de concrétisation de politiques sectorielles qui ne sont pas accompagnées de moyens. Les citoyenEs ont besoin de cohérence, de comprendre le sens des interventions. Même si cette dispersion prend son origine dans l'organisation gouvernementale sectorielle, il est possible que les communautés décident elles-mêmes de leurs priorités.

- Plusieurs municipalités ou MRC au Québec se sont engagées dans une réflexion de développement durable, ces initiatives pourraient inspirer les éluEs municipaux qui sont les acteurs clé du développement des communautés. Il s'agit d'un changement d'approche qui touche aux habitudes, aux mentalités, aux cultures et qui requiert de nouvelles connaissances, de l'ouverture, de la formation, de l'accompagnement et une volonté politique de communiquer et de travailler avec les citoyenEs.

- Organiser dans les prochains mois un suivi des groupes de discussion qui se sont déroulés d'octobre 2014 à janvier 2015, en proposant de tenir des rencontres pour aller plus loin dans l'émergence et la priorisation de projets ou dans l'approfondissement de certaines thématiques, permettrait de maintenir la mobilisation et de développer des apprentissages d'habiletés requises pour instaurer une approche de dialogue citoyen.

Synthèse des pistes de réflexion /besoins

Dimensions	Pistes de réflexion
Potentiel d'action dans la communauté	➢ **Partage des expériences intermunicipales** o Reconversion de bâtiment, revitalisation, partage de locaux, retour et développement de services de proximité, ententes intermunicipales, politiques d'accès Internet, apport et utilisation des ressources du milieu (communautaires, parapublics, expertises citoyennes, etc.).
Piliers de l'implication citoyenne	**Accès à l'information** ➢ **optimisation de l'utilisation des journaux locaux** L'organisation d'échanges de pratique entre animateurs et concepteurs de ces journaux locaux. ➢ Les jeunes pourraient être sollicités pour une plus grande utilisation des médias sociaux et pour l'animation d'ateliers de formation offerts à l'ensemble de la population. **Connaissance du milieu** ➢ Tenir à jour un portrait de la municipalité présentant des informations sur l'ensemble des secteurs et des activités. o Cela passe par une circulation d'information entre la population, les bureaux municipaux, les instances supra locales. ➢ **Information sur les services et ressources** o Mécanismes de communication entre les directions générales des municipalités et les organismes supra locaux (envois d'informations par les municipalités vers le CLD/MRC par exemple), par des rencontres plus fréquentes dans les municipalités (visites terrain par la CDCÉ par exemple) et une plus large diffusion des bottins et répertoires existants. ➢ **Clarifier rôle et mandats des différentes organisations** o Un outil présentant l'ensemble des organisations pourrait aider à la compréhension et susciter plus de demandes de soutien et d'accompagnement. ➢ **Accessibilité des différentes réglementations municipales** o Les savoirs, les compétences et l'expérience des personnes pivot dans les municipalités pourraient être davantage utilisés et partagés. Il faudrait pouvoir mieux les exploiter et favoriser le partage de connaissances entre les directions générales des différentes municipalités avec les porteurs d'idées et de projets. o MRC/CLD ont une connaissance fine du territoire et produisent des documents qui pourraient circuler plus largement.
Lien social	➢ Animer, créer, recréer des espaces de rencontres est une condition essentielle pour maintenir le sentiment d'appartenance et l'attachement à la communauté, Chaque communauté devrait pouvoir offrir à sa population un espace animé rassembleur, créateur de synergies ouvert à tous les acteurs, propice à l'échange et à la discussion que ce soit un café dans une salle de spectacle, un bar dans un édifice communautaire, un restaurant, une auberge- se nourrir des expériences inter municipales.

Dimensions	Pistes de réflexion
Soutien aux forces vives de la communauté	**Animation du territoire et soutien aux organismes** ➢ L'animation territoriale, le soutien aux organismes et aux promoteurs et promotrices de projets requièrent des compétences et des connaissances, les communautés pourraient évaluer les possibilités de se doter ou de partager une ressource dédiée au développement de la communauté. ➢ Un outil simple présentant des exemples concrets pourrait faciliter la compréhension des différentes instances, de leur mandat, de leur rôle. **Les activités et l'animation du milieu** ➢ Un repérage plus complet de ces initiatives aiderait au maillage, à la mise en réseau des acteurs et actrices impliqués dans le même domaine (journaux locaux, bibliothèques, transmission de l'histoire, des savoir-faire traditionnels, mobilisation et implication des jeunes) et ainsi à profiter du savoir et de l'expérience des autres. ➢ La communication sur les enseignements de certaines initiatives inspirantes (au-delà de la promotion de bons coups, dans un esprit de partage d'expériences incluant les difficultés rencontrées) pourrait inciter des responsables d'organismes ou des citoyenEs à prendre contact avec des organismes et des citoyenEs dans d'autres municipalités. **La mobilisation et participation des jeunes** ➢ Les liens entre les organismes jeunesse et les autres organismes sont peu nombreux, ils sont à créer, à développer. La mise en place d'un comité de jeunes lié à la municipalité ou de mécanismes favorisant l'expression des jeunes sur leur vision de leur avenir dans la communauté pourrait stimuler l'implication des jeunes dans les organismes, les projets et les activités locales.
Vision globale-planification et suivi	➢ Plusieurs municipalités ou MRC au Québec se sont engagées dans une réflexion de développement durable, ces initiatives pourraient inspirer les éluEs municipaux qui sont les acteurs clé du développement des communautés. Il s'agit d'un changement d'approche qui touche aux habitudes, aux mentalités, aux cultures et qui requiert de nouvelles connaissances, de l'ouverture, de la formation, de l'accompagnement et une volonté politique de communiquer et de travailler avec les citoyenEs. ➢ Organiser, dans les prochains mois, un suivi des groupes de discussion qui se sont déroulés d'octobre 2014 à janvier 2015, en proposant de tenir des rencontres pour aller plus loin dans l'émergence et la priorisation de projets ou dans l'approfondissement de certaines thématiques, permettrait de maintenir la mobilisation et de développer des apprentissages d'habiletés requises pour instaurer une approche de dialogue citoyen.

QUESTIONS ET RECOMMANDATIONS POUR LES PARTENAIRES DE L'ÉTUDE

Plusieurs des constats relevés dans cette étude ou des recommandations que l'on est tenté de faire ont déjà été mis de l'avant dans différentes études menées par la MRC/CLD notamment dans le document «Érable terre de créativité» et dans celui présentant la stratégie démographique. On peut citer notamment : une plus grande implication des jeunes, la visibilité des bons coups, mieux faire valoir les entreprises, créer des plates-formes d'échanges, favoriser la concertation et le travail d'équipe entre municipalités, etc.[2]

Les recommandations convergent, les questions sur le comment faire persistent. Les études et stratégies de la MRC devraient être mieux connues, le potentiel humain des communautés de la MRC, l'intelligence collective sont à mobiliser.

Questions

Les questions suivantes pourraient faire l'objet de discussions entre les partenaires de l'étude, avec les équipes municipales, les responsables d'organismes et les citoyenEs.

- ✓ Comment combler le manque d'informations et la méconnaissance des services?
- ✓ Comment diffuser l'information municipale en s'assurant de rejoindre l'ensemble de la population?
- ✓ Comment pallier à l'insuffisance des médias régionaux et aux carences dans la diffusion des journaux existants?
- ✓ Quel soutien et quel accompagnement penser et mettre en place en direction des équipes municipales, des organismes et des personnes porteuses d'idées?
- ✓ Comment préserver les forces vives tout en mobilisant et suscitant la participation citoyenne?
- ✓ Comment mettre en place des occasions qui invitent les citoyenEs à échanger, à exprimer des idées plus que des besoins?
- ✓ Comment intégrer cette démarche dans une perspective à long terme, tout en l'intégrant à des initiatives locales initiées par d'autres secteurs?

[2] Voir L'Érable, Terre de créativité. Rapport sur la tournée terrain. Juin 2011. 39 pages. http://www.erable.ca/sites/all/files/rapport_4_0.pdf.

Synthèse des recommandations

Dimensions	Recommandations
Information, communication, diffusion des savoirs	➢ S'assurer que l'information sur les services, les ressources et les programmes ciblés vers des segments de la population soient connus. Pour cela voir quels liens pourraient se tisser entre les organismes supra locaux, les organismes locaux, les responsables municipaux, les citoyenEs. ➢ Utiliser les journaux locaux comme un mode de communication entre les comités, les acteurs locaux, la population, les instances et organisations supra locales. ➢ Rendre compréhensible l'organisation des services et le rôle des ressources et des agentEs de développement et l'organisatrice communautaire ainsi que les savoirs techniques indispensables à la compréhension du développement de la communauté (exemple PDZA, règlementation sur les lacs et des rivières). Diffuser ou faire la promotion de documents, présentations ou outils élaborés par la MRC/CLD. ➢ Faire connaître les outils de communication de la MRC/CLD (site internet, page Facebook). ➢ Diffuser largement le Bottin des organismes communautaires. ➢ Mettre à contribution des citoyenEs pour renforcer et instaurer de nouvelles manières de communiquer et tout particulièrement les jeunes.
Connaissance des milieux et du potentiel humain	➢ Tenir à jour des portraits municipaux qui répondent aux besoins de connaissances des citoyenEs notamment sur les entreprises et le secteur agricole, les terrains disponibles, etc. ➢ Dresser un inventaire des expertises qui ont été mobilisées dans les municipalités sur des projets potentiellement intéressants pour d'autres communautés.

Dimensions	Recommandations
Transversalité, intermunicipalité	➢ Favoriser le partage d'expériences entre les responsables municipaux, les promoteurs, les citoyenEs engagés de différentes communautés de la MRC et d'ailleurs. ➢ Mettre en réseau les acteurs et actrices impliqués dans différents domaines (journaux locaux, bibliothèques, transmission de l'histoire, des savoirs-faire traditionnels, mobilisation et implication des jeunes). ➢ Organiser des rencontres thématiques intermunicipales.
Accompagnement des équipes municipales, acteurs clés du développement local **Suivi de la mobilisation** **Création d'espaces de discussion** **Construction d'une vision globale et élaboration d'une planification**	➢ Proposer aux équipes municipales et aux milieux de tenir des rencontres de discussion : une rencontre sur la base des résultats du groupe de discussion dans l'objectif de poursuivre le dialogue et d'identifier des axes et des pistes d'action qui semblent le plus répondre aux besoins de la municipalité, des rencontres thématiques. ➢ Encourager les communautés à faire exister sur chaque territoire, un espace animé rassembleur, ouvert et convivial, propice à l'échange et à la discussion. ➢ Convaincre les équipes municipales de poursuivre ou d'entreprendre une démarche de construction de vison globale partagée et un exercice de planification afin de mettre en cohérence les différents axes d'intervention dans une vision de développement global et durable intégrant toutes les dimensions du développement des communautés (social, culturel, humain, économique).

ÉLÉMENTS DE CONCLUSION

La tournée de groupes de discussion sur la vitalité, les potentiels et les services de proximité dans neuf des municipalités de la MRC de L'Érable a suscité une bonne mobilisation dans les milieux.

L'atmosphère vivante des groupes de discussion et la richesse des échanges montrent que les gens aiment et souhaitent se rencontrer et que, par manque de lieu de rencontre, par manque d'occasion, ils le font peu ou pas en dehors de leur réseau, de leur groupe d'implication. Les organismes sont peu habitués à discuter ensemble, les comités oeuvrent en parallèle chacun dans leur champs d'action et dans leur calendrier. Parallèlement, les éluEs, qui consultent les citoyenEs sur des questions provenant de demandes venues de l'extérieur (MRC, ministères) ou sur des problèmes ciblés concernant les affaires municipales, font peu appel au potentiel humain et à l'expertise des citoyenEs de la communauté. Les citoyenEs semblent peu informés des orientations, des politiques et des projets de leur municipalité. D'ailleurs, plusieurs groupes de discussion ont permis une mise à jour de l'information et l'exercice a en quelque sorte servi de validation de certaines des orientations de la municipalité.

Les personnes rencontrées connaissent très peu ou mal les services et les ressources de la MRC développées par le CLD/MRC, le CSSS. Le nom d'organismes communautaires présents sur le territoire est rarement associé à des actions ou des services précis. Le terme de « communautaire » a très peu de résonnance et le SACAIS (secrétariat à l'action communautaire autonome) n'évoque absolument rien pour les personnes.

En dépit de la diversité, d'un manque d'information ou de connaissance, toutes et tous partagent les mêmes préoccupations sur la dévitalisation de leur milieu de vie, aspirent à la pérennité de leur communauté dans laquelle ils et elles aiment vivre et dont ils et elles sont souvent très fiers.

Même s'il existe des différences dans la répartition des atouts et de l'intensité des problèmes et bien que chaque communauté ait son histoire, suive une trajectoire qui lui est propre et avance à son rythme, toutes sont confrontées aux mêmes défis de la dévitalisation. Les solutions mises en place ou envisagées se ressemblent. Les personnes ont intégré que la revitalisation passe par le maintien et l'amélioration de la qualité de vie, d'abord pour les gens de la communauté, puis pour attirer de nouvelles populations, qu'il est indispensable d'unir les forces, de travailler davantage ensemble et de faire une place aux jeunes. C'est l'amorce d'une vision commune partagée.

Une seule rencontre est insuffisante pour faire converger des visions divergentes sur les moyens à prendre pour le développement de la communauté, construire une vision globale tournée vers l'avenir, prioriser des actions et les planifier. Pour aller plus loin et passer de la mobilisation à l'engagement, il faudrait pouvoir poursuivre les discussions, le dialogue. Cela implique des ressources et surtout une volonté politique pour prendre la direction, même à petits pas, de la gouvernance partagée, de l'approche intersectorielle et intermunicipale et de l'implication citoyenne qui sont des orientations essentielles pour la vitalité et l'avenir des milieux ruraux.